



53<sup>e</sup> Congrès  
de la CGT

Clermont-Ferrand

INFO'COM-CGT

27 mars 2023

la  
cgt

**DEMAIN  
ON CHANTERA  
ROUGE**

info'com  
UN SYNDICAT POUR TOUS

# LE 53<sup>e</sup> CONGRÈS DES SYNDICATS DE LA CGT

OUVRE SES TRAVAUX LE 27 MARS

DANS CE MOMENT DE LA LUTTE DES CLASSES

OÙ LA QUESTION SOCIALE

EST AU CENTRE DE LA VIE POLITIQUE QUOTIDIENNE

L'écrasement des salaires par les prix d'une inflation qui est utilisée contre la rémunération du Travail, l'écart monstrueux entre les profits fous d'un Capital survalorisé et les salaires à la baisse d'un Travail sous-rémunéré, la mise en cause de tout l'édifice de la Sécurité sociale par une offensive de guerre sociale, les inégalités spécifiques subies par les femmes, la maltraitance de toute une jeunesse, les dégâts infligés au vivant et le dérèglement climatique.

## LA BATAILLE DE LA RETRAITE APPELLE UNE SUITE À LA HAUTEUR

Le coup de force de Macron contre la retraite a mis en évidence la mainmise du pouvoir sur une Sécurité sociale de laquelle les assurés sociaux sont expulsés, tant dans les instances de direction que dans l'orientation. Les ordonnances de 1967, les lois de 1996 et la création de la Cades ont fait dérailler l'institution sociale vers la financiarisation, sous la haute direction du pouvoir et du patronat. L'ampleur du rejet des 64 ans et 43 annuités démontre une conscience de masse sur les dangers et les incertitudes qui pèsent sur l'acquis social fondamental. Les assurés sociaux sont les victimes de mesures budgétaires de la Sécurité sociale instrumentalisées vers les exigences de l'Union européenne, alors qu'après le Covid toutes et tous attendaient des soutiens massifs à l'hôpital public, à l'accès aux soins, à la santé au travail, à la solidarité sociale...

La CGT réunie en congrès des syndicats décide d'entamer la reconquête de la Sécurité sociale, redéfinie comme un « plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ». « La Sécurité sociale redevient la garantie donnée à chacun.e qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale, elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère ... »

La réalité sociale nous éloigne de l'espèce de présidentialisation dont a souffert la préparation du congrès des syndicats de la CGT, comme s'il était décidé que la confédération n'était qu'une formation façonnée par la Verépublique, réglée sur la promotion des leaders... Le congrès des syndicats a été précédé par l'apparition de deux mondes qui semblent s'ignorer et ne pas se comprendre : l'un s'agit autour des affaires de succession, l'autre s'occupe du mouvement de grève par la mise en commun de forces qui se rejoignent pour mener à bien cette tâche. C'est pourquoi ce rendez-vous, nous l'abordons avec le souci brûlant d'assurer la pérennité de la CGT comme syndicalisme de référence du Travail, acteur le plus actif d'une lutte des classes d'une violence rare. Jamais le besoin de défense des intérêts des salariés n'a été tant répandu, jamais depuis la Libération de 1945 le droit syndical et le droit social n'ont été tant ciblés par une politique répressive d'État.

## IL NE SAURAIT Y AVOIR, PAR GLISSEMENTS SUCCESSIFS, UNE SORTIE D'UN FEDERALISME PROPRE À LA CGT, QUI FONDE LES STATUTS QUI NOUS REGISSENT.

Les prises de position publiques, centralisatrices, sur la « succession » ont créé une situation de fait : des leaders de relève sont d'abord présentés par les communicants de l'appareil central aux médias, puis transformés en candidats dont les noms clivent et divisent à l'intérieur de l'organisation. Au point que s'interroger sur tel nom désigné par en haut revient à « être contre les femmes », rien que ça, et chercher à imposer un fonctionnement fédératif relève de la dissidence !

Le fédéralisme n'est pas seulement une manière de s'organiser pour éviter l'écueil du centralisme bureaucratique, une façon de laisser vivre les syndicats de la CGT selon leurs propres décisions.

**Le fédéralisme organise la CGT pour s'opposer au**



**centralisme de l'État**, qui étend ses tentacules et s'oppose frontalement au développement du syndicalisme, au droit de grève comme au droit de manifester. La répression tient une place grandissante dans les relations de la CGT à l'État qui exclut tout cadre de négociation avec le syndicalisme. C'est dans l'orientation de développer le fédéralisme que se situe le syndicat Info'Com CGT.

#### **NOUS AVONS À DÉCIDER ENSEMBLE DE NOTRE AVENIR, POUR LE CONSTRUIRE.**

« Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat agit pour des améliorations immédiates. » « Cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale » ... Notre Charte d'Amiens, adoptée au congrès de la CGT en 1906, comment en faire fructifier l'héritage ?

**Le syndicalisme apparaît en ce mois de mars comme poussé par une force régénératrice.** Ceux qui l'avaient enterré sortaient de leur coma libéral et reprenaient le cours de leurs commentaires toxiques.

**La responsabilité de notre syndicalisme à porter la colère sociale**, les revendications qui en émanent, est considérable. Depuis certaines manifestations des mouvements des Gilets Jaunes, les campagnes électorales et les situations locales, l'extrême droite est candidate à représenter les salariés, ce qui est le propre des formations fascistes : singer la représentation du peuple pour le fourvoyer dans un racisme qui prend la place de la lutte des classes.

**Ce danger d'extrême droite**, tel que l'illustre la situation en Italie, rend plus urgente encore la réponse à cette question : la mobilisation sociale peut-elle ignorer la recherche d'une unité antifasciste et la construction d'une alternative, selon un projet global qui soit l'aboutissant de la construction des nouvelles solidarités ?

**La CGT est dans une impasse** : d'un côté la puissance de l'État est mise au service d'une violence sociale qui

parachève le nettoyage des conquises et acquis sociaux, de l'autre un syndicalisme prône la collaboration avec un patronat dont il partage « la recherche des gains de productivité » en niant la crise du capitalisme. Et d'un troisième, l'ascension d'une extrême droite qui est candidate au pouvoir.

**Le capitalisme nous mène de crise en crise** : crise financière en 2008, crise du pouvoir d'achat, et maintenant la guerre ... Avant, les gens s'engageaient en se disant que leurs enfants vivraient mieux qu'eux grâce à leurs combats, aujourd'hui ce n'est plus le cas. L'optimisme a disparu. Il est difficile de maintenir un discours de transformation lorsque les travailleurs pensent d'abord à la sauvegarde de leur emploi. Le pouvoir répète que le plein emploi est proche, mais restent beaucoup de chômeurs et la précarité s'accroît. Le champ des luttes s'est élargi, et les syndicats doivent aider les travailleurs face à une succession de crises qui se rapprochent. Construire l'avenir fait partie de la résistance à un État libéral-autoritaire qui construit des variantes de tyrannies en fait d'alternance politique.

#### **ÉCLAIRER L'AVENIR DE NOTRE CGT, C'EST RÉPONDRE ENSEMBLE À CES QUESTIONS :**

**En quoi le salariat s'est modifié**, quel est l'avenir du Travail, en particulier face à l'action des géants du numérique qui jouent l'intelligence artificielle contre le travail humain, est-il possible de changer le Travail sans le désincarcérer du capital ? Comment faire avancer la cause des femmes salariées, qui subissent sans discontinuer une oppression spécifique ? Comment les syndicats de la CGT doivent s'organiser pour intervenir dans cette réalité ?

**Quel est l'origine de la perte de sens au travail ?** Outre la financiarisation de l'économie, qui a imposé aux entreprises et aux salariés de nouveaux impératifs de performance et de rentabilité, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont favorisé un resserrement du contrôle de l'encadrement sur le travail, au détriment de son sens. Celles-ci permettent de codifier et de standardiser, pour ensuite mieux évaluer le travail des uns et des autres autour d'objectifs chiffrés.



**Le management désincarné** s'ajoute à l'opposition entre capital et travail. L'exploitation et le salaire restent bien sûr fondamentaux, mais de plus en plus s'aiguise un conflit sur le sens du travail.

**Le travail ne cesse de changer**, sous la main des directions des entreprises, que ce soit sous la forme d'une restructuration permanente – dans le sens d'une réduction permanente, et souvent discrète, des effectifs – ou de réorganisations.

**La filialisation, l'externalisation**, les relations de sous-traitance influencent le sens que les salariés donnent à leur travail : plus un établissement est « indépendant », plus ses salarié.es donnent un sens à leur travail.

**La question du sens au travail est aujourd'hui mise au-devant de la scène en raison de la crise écologique.**

De nombreux salarié.es sont conscient.es des effets négatifs de leur travail sur l'environnement.

**L'avenir compromis du vivant sur la Planète, et le « dérèglement climatique »**, conséquences d'un pillage sans limite du capitalisme prédateur, comment notre congrès va-t-il en délibérer ? Comment lier les questions sociales avec les questions environnementales, pour que la CGT prenne sa part dans un vaste combat pour la vie ? Et la CGT, ne doit-elle pas s'opposer à une course aux armements d'autant plus démentielle qu'elle rappelle les moyens d'autodestruction de l'Humanité ?

**LA CGT EST NÉE EN 1895 D'UN SIÈCLE D'INSURRECTIONS ET DE BARRICADES, QUI A CULMINÉ AVEC LA COMMUNE DE PARIS. L'apparition du droit social a modifié profondément l'action des syndicats.**

#### MAIS AUJOURD'HUI ?

Le pouvoir ne se contente plus d'être proche du capitalisme, le capitalisme politique a pris les manettes du pouvoir, sans égard pour la démocratie. Le droit a subi les foudres de l'État, Code du travail, Prud'hommes, représentation des salariés, droit social... Le rendez-vous des syndicats au 53<sup>e</sup> congrès a ceci de particulier que les élus et mandatés rencontrent des difficultés inouïes pour agir dans l'indépendance à l'égard des directions d'entreprise. Un grand mouvement est en cours de transformation de l'entreprise et des interrelations entre entreprises. Désormais, tout le monde sous-traite tout. La question n'est plus qu'est-ce

qu'on sous-traite, mais que garde-t-on en interne ? Les collectifs s'en trouvent déstructurés, les communautés d'action éclatées, les solidarités entre travailleurs dissoutes.

**Pourtant la négociation collective a lieu à l'échelle des branches et des entreprises, alors que ces lieux ont perdu de leur substance.**

Les entreprises sont devenues des palais des courants d'air, avec parfois une majorité de travailleurs dont le contrat de travail est ailleurs que dans l'entreprise. Les syndicats se retrouvent atomisés boîte par boîte et accompagnent à leur insu l'éclatement des travailleurs, ce à l'opposé du fondement du syndicalisme confédéré. Des divisions permanentes se font jour entre personnes qui travaillent ensemble mais qui sont rattachées à des entreprises ou des branches différentes.

**En lieu et place de déléguer aux experts le soin de penser à la place des syndicalistes**, aux syndicalistes de la CGT de repenser le droit, en reprenant l'héritage considérable des compétences juridiques et sociales qui ont fait la force et forgé l'autorité du syndicalisme CGT. Notre congrès ne peut penser le droit nouveau indépendamment du cours du régime politique, qui adopte l'état d'exception comme norme du droit ordinaire.

#### EN CONCLUSION ...

Le despotisme impersonnel du Capital tente d'échapper aux contradictions qui le minent par une fuite en avant dans la guerre sociale déclarée aux opprimés et dans la guerre impériale de recolonisation du monde. La privatisation généralisée, non seulement des services et entreprises publics, mais de l'espace, de l'information, des savoirs, du vivant, de la violence, vise à créer les conditions d'une nouvelle accumulation primitive. Ce sera au prix de la confiscation des biens communs de l'humanité (après la terre, l'eau et l'air avec l'instauration d'un marché des droits à polluer) et d'un rétrécissement de l'espace public (dont l'anémie démocratique n'est qu'une des conséquences visibles). La démolition des droits et acquis sociaux a ainsi pour contrepartie la montée en puissance d'un État pénal. Les contradictions du système capitaliste sont telles que la guerre peut être à nouveau son destin.

La CGT à Clermont-Ferrand devra esquisser les options d'émancipation nécessaires pour échapper à la barbarie qui gagne.

**info'com**  
UN SYNDICAT POUR TOUS